

RÈGLEMENT DE TAXATION 2020

RÈGLEMENT NUMÉRO 2019-12-401

ATTENDU QUE la municipalité de Notre-Dame-du-Portage a adopté le budget de l'année 2020 à la séance extraordinaire du 16 décembre 2019 à la salle Gilles-Moreau;

ATTENDU QU'il y a lieu d'imposer et de prélever, dans les limites fixées par les lois, par voie de taxation ou de compensation sur les immeubles du territoire de la municipalité de Notre-Dame-du-Portage, tous les revenus nécessaires pour s'acquitter des dépenses de fonctionnement et d'investissement ou d'un projet spécial dans les limites de ses attributions;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion a été donné aux fins du présent règlement à la séance extraordinaire du 16 décembre 2019 à la salle Gilles-Moreau, conformément au Code municipal du Québec;

CONSIDÉRANT QU'un projet de règlement a été adopté aux fins du présent règlement à la séance extraordinaire du conseil tenue le 16 décembre 2019 à la salle Gilles-Moreau, conformément au Code municipal du Québec;

CONSIDÉRANT QUE tous les membres du conseil municipal ont reçu une copie dudit projet de règlement et qu'ils en ont pris connaissance;

CONSIDÉRANT QU'une présentation dudit projet de règlement est faite à l'assemblée et que des copies sont disponibles pour le public sur place, conformément au Code municipal du Québec;

EN CONSÉQUENCE,

Sur proposition de Jacqueline Poirier
Appuyée par Emmanuelle Garnaud
Il est résolu unanimement (résolution 2019-01-04)

QUE le conseil municipal adopte le présent règlement qui statue et décrète ce qui suit :

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

ART. 1. PRÉAMBULE AU RÈGLEMENT

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ART. 2. TITRE DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est numéroté 2019-12-401 et intitulé « Règlement de taxation 2020 ».

ART. 3. BUT DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour but d'établir les taux de taxation et les montants de compensations municipales pour l'année visée.

ART. 4. IMMEUBLES ET PERSONNES ASSUJETTIES

Le présent règlement s'applique à tout immeuble imposable et non imposable visé. Toute personne propriétaire d'un immeuble est liée par les responsabilités et obligations qui découlent de la propriété d'un immeuble.

Toute personne propriétaire est assujettie au paiement des taxes dues à la municipalité de Notre-Dame-du-Portage. Au sens du présent règlement, le propriétaire est défini dans

la « Loi sur la fiscalité municipale » au nom duquel une unité d'évaluation est inscrite au rôle d'évaluation foncière, ou dans les cas des immeubles visés par la « Loi sur la fiscalité municipale », la personne tenue au paiement des taxes foncières imposées sur cet immeuble ou de la somme qui en tient lieu.

DÉFINITIONS LIÉES AU RÈGLEMENT

ART. 5. DÉFINITIONS LIÉES AU RÈGLEMENT

Aux fins du présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

- | | |
|--------------------------|--|
| « Rôle d'évaluation » | Le rôle d'évaluation foncière est un résumé de l'inventaire des immeubles situés sur le territoire des municipalités. Cet inventaire dénombre les immeubles selon les diverses catégories, il fournit des caractéristiques sur ces propriétés et il identifie distinctement chaque propriétaire. Finalement, il donne l'estimation de la valeur des immeubles reposant sur les calculs et analyses consignés dans les dossiers d'évaluation; |
| « Immeuble résidentiel » | Immeuble résidentiel désigne un logement, une maison, un appartement, une résidence, un chalet, une maison de villégiature ou tout autre local habituellement occupé ou destiné à être occupé comme lieu d'habitation par une ou plusieurs personnes, que ce local soit occupé ou non; |
| « Immeuble commercial » | Immeuble commercial désigne un local dans lequel est exercé, à des fins lucratives ou non, une activité économique en matière d'administration, de finance, de commerce de biens ou de services; |
| « Immeuble industriel » | Immeuble industriel désigne tout local dans lequel est exercé, à des fins lucratives ou non, une activité économique en matière d'industrie; |
| « Immeuble agricole » | Immeuble agricole désigne toute exploitation agricole enregistrée auprès du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). |

MODALITÉS DE TAXATION

ART. 6. TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE

Afin de pourvoir aux dépenses de fonctionnement, un revenu de taxes foncières générales est imposé et prélevé sur l'ensemble des immeubles imposables inscrits au rôle d'évaluation foncière en vigueur.

Le taux de la taxe foncière générale est fixé à : 0,4796/ 100 \$

ART. 7. TAXES FONCIÈRES SPÉCIALES POUR CERTAINS SERVICES

Afin de pourvoir aux dépenses de fonctionnement du service policier de la Sûreté du Québec (SQ), du service incendie de la ville de Rivière-du-Loup (RDL) et du déneigement des rues, un revenu de taxe foncière spéciale est imposé et prélevé sur l'ensemble des immeubles imposables inscrits au rôle d'évaluation foncière en vigueur.

Le taux de la taxe foncière spéciale est fixé à :

Service policier SQ	0,0769 / 100 \$
Service incendie RDL	0,0447 / 100 \$
Déneigement des rues	0,1069 / 100 \$

ART. 8. TAXES FONCIÈRES SPÉCIALES POUR CERTAINES DETTES

Afin de pourvoir au remboursement de la dette en capital et intérêts des deux règlements suivants : 1- règlement d'emprunt numéroté 2017-01-366 et intitulé « Règlement d'emprunt parapluie de 80 357 \$ » pour divers projets d'immobilisations et 2- règlement d'emprunt numéro 2017-13-378 et intitulé « Règlement décrétant un emprunt de 268 286 \$ pour la restauration du mur côtier piscine et la réfection de la rue Bérubé », des taxes spéciales sont imposées et prélevées sur l'ensemble des immeubles imposables inscrits au rôle d'évaluation foncière en vigueur.

Les taux de taxes spéciales sont fixés à :

(100 % à l'ensemble de la municipalité)

Taux – Emprunt parapluie de 80 357 \$ 0,0087 / 100 \$

(100 % à l'ensemble de la municipalité)

Taux – Emprunt mur côtier et rue Bérubé de 233 400 \$ 0,0126 / 100 \$

ART. 9. TAXES SPÉCIALES - AQUEDUC - SECTEUR CENTRAL

Afin de pourvoir au remboursement de la dette en capital et intérêt du règlement d'emprunt numéroté 2012-02-316 et intitulé « Règlement d'emprunt pour le projet d'alimentation et de traitement de l'eau potable du secteur central », une taxe spéciale est imposée et prélevée sur l'ensemble des immeubles imposables inscrits au rôle d'évaluation foncière en vigueur et sur le secteur des immeubles desservis en fonction de leur nombre d'unités équivalent.

Les taux de taxes spéciales sont fixés à :

(25 % à l'ensemble de la municipalité)

Taux - Aqueduc secteur central 0,0059 / 100 \$

(75 % pour le secteur desservi)

Taux - Aqueduc secteur central 204.26 \$ / unité

ART. 10. TAXES SPÉCIALES - AQUEDUC ET ÉGOUTS - PARC DE L'AMITIÉ

Afin de pourvoir au remboursement de la dette en capital et intérêt du règlement d'emprunt numéroté 2009-08-283 et intitulé « Règlement d'emprunt pour le projet de traitement des eaux usées et de l'alimentation en eau potable du secteur du parc de l'Amitié », une taxe spéciale est imposée et prélevée sur l'ensemble des immeubles imposables inscrits au rôle d'évaluation foncière en vigueur et sur le secteur des immeubles desservis en fonction de leur nombre d'unités équivalent.

Les taux de taxes spéciales sont fixés à :

(25 % à l'ensemble de la municipalité)

Taux - Aqueduc et égouts - parc de l'Amitié 0,0032 / 100 \$

(75 % pour le secteur desservi)

Taux - Aqueduc secteur parc de l'Amitié 65.86 \$ / unité

Taux - Égouts secteur parc de l'Amitié 160.20 \$ / unité

ART. 11. TAXES SUR UNE AUTRE BASE POUR CERTAINS SERVICES

Afin de pourvoir aux dépenses de fonctionnement des services d'approvisionnement et de traitement en eau potable (aqueduc), du service de collecte et traitement en eaux usées (égouts), de la vidange des installations sanitaires, du service de collecte et transport des matières résiduelles (ordures, matières recyclables et organiques), un revenu de taxe sur une autre base est imposé et prélevé sur les immeubles desservis, imposables et inscrits au rôle d'évaluation foncière en vigueur.

Les taux de taxes sur une autre base sont fixés à :

Taux – Approvisionnement et Traitement en eau potable	
Opération - aqueduc secteur central	237.73 \$ / unité
Opération - aqueduc secteur parc de l’Amitié	148.74 \$ / unité
Taux – Collecte et Traitement en eaux usées	
Opération - égouts secteur parc de l’Amitié	472.05 \$ / unité
Taux – Vidange des installations sanitaires	
Vidange au 2 ans	105,80 \$/ unité
Vidange au 4 ans	52,90 \$ / unité
Installations communes	52,90 \$ / unité
Taux – Collecte et Transport des matières résiduelles	
Résidence annuelle ou saisonnière	213.07 \$ / log.
Commerce de biens ou services	383.05 \$ / fixe
Gîte touristique	322.57\$ / fixe
Auberge/Hôtel/Motel de moins de 25 chambres	611.55 \$ / fixe
Auberge/Hôtel/Motel de 25 chambres et plus	2 042.93 \$ / fixe
Autre commerce (gros rebuts)	967.72 \$ / fixe
Immeuble agricole ou sylvicole	262.08 \$ / fixe

ART. 12. TAXES SPÉCIALES - COURS D’EAU

Afin de pourvoir aux dépenses des interventions à faire pour sur les cours d’eau, un revenu de taxe sur une autre base est imposé et prélevé sur les immeubles visés, imposables et inscrits au rôle d’évaluation foncière en vigueur.

Branche 11 de la Grande Cédrière

Matricule	Lot(s) visé(s)	Propriétaire(s)	Mode de répartition	Taxe spéciale
7491606546	4 530 105	Ferme Portageoise	Au prorata de la longueur des travaux	924\$

COMPENSATIONS MUNICIPALES

ART. 13. COMPENSATION SUR CERTAINS IMMEUBLES

Les immeubles visés aux paragraphes 4, 5, 10 ou 11 de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q. c. F-2.1) sont assujettis à une compensation tenant lieu de taxes foncières et aux taux de taxes sur une autre base qui leur correspondent, conformément aux règles de compensation, en relation avec les articles 7 à 11 du présent règlement.

La compensation est basée sur le taux global de taxation fixé à 0,7385/ 100 \$

Les pourcentages à appliquer au taux global de taxation sont :

- 71,5 % pour les immeubles du réseau primaire-secondaire;
- 84,5 % pour les immeubles des réseaux de la santé, des services sociaux, de l’enseignement supérieur (cégeps et universités) et des services de garde;
- Pour les autres immeubles, les montants de taxes foncières, d’affaires et de services sont pleinement compensés.

MODALITÉS DE PERCEPTION

ART. 14. ÉCHÉANCE DES VERSEMENTS

Le montant que doit atteindre le total des taxes municipales dont le paiement est exigé dans un compte pour que le contribuable ait le droit de les payer en plusieurs versements est fixé à 300 \$.

Donc, le contribuable effectue un seul versement si les taxes municipales sont de moins de 300 \$ et 3 versements aux dates d'échéances établies lorsque les taxes municipales sont de 300 \$ et plus.

Lorsqu'un paiement n'est pas versé au délai prévu, seul le montant du versement échu est alors exigible immédiatement et porte intérêt.

TABLEAU – ÉCHÉANCE DES VERSEMENTS

Versement	Date d'échéance	Description
1 ^{er} versement	1 ^{er} mars 2020	1/3 des taxes municipales (300 \$ et plus)
2 ^e versement	1 ^{er} juil. 2020	1/3 des taxes municipales (300 \$ et plus)
3 ^e versement	1 ^{er} sept. 2020	1/3 des taxes municipales (300 \$ et plus)

ART. 15. TAUX D'INTÉRÊT APPLICABLE

Tous les comptes de taxes dus à la municipalité portent intérêt à raison de 15% par an et à compter de l'expiration du délai applicable.

ART. 16. FRAIS APPLICABLE POUR DÉFAUT DE PAIEMENT

Des frais d'administration au montant de 25 \$ seront réclamés pour tout chèque ou paiement sans provision ainsi que pour tout chèque ou montant annulé par l'institution financière à la demande de la personne endettée sur un compte de taxes.

ART. 17. PROCÉDURE DE RECOUVREMENT ET VENTE POUR TAXES

Les délais de paiement sont stipulés à l'article 14 du présent règlement.

Avis d'état de compte de taxes

Un avis d'état de compte régulier est envoyé à la fin des mois de mars, juillet et septembre.

Avis de vente pour taxes

Un avis de vente pour taxes est envoyé à toutes les personnes endettées qui ont des arriérés sur leurs comptes de taxes dus concernant les années antérieures à l'année 2020 (2019, 2018, 2017, etc.) au cours du mois de novembre.

Rapport au conseil municipal

Dépôt de la liste des personnes endettées pour taxes envers la municipalité à la séance ordinaire du conseil municipal du mois de novembre.

Entente avec la municipalité

Une entente signée de reconnaissance de dette et d'engagement de paiement est obligatoire entre la municipalité et les personnes endettées qui ont des arriérés sur leurs comptes de taxes dus concernant les années antérieures à l'année 2020 (2019, 2018, 2017, etc.). Cette entente doit être signée à partir du 1^{er} novembre 2020 jusqu'au 15 février de l'année suivante.

La reconnaissance de dette de cette entente vise l'année 2020 et toutes les années antérieures à l'année 2020.

L'engagement de paiement va comme suit :

- Engagement de paiement minimal : recouvrant l'arrérage en taxes sur les années antérieures à l'année 2020 plus les intérêts qui courent jour après jour jusqu'à la date de signature de l'entente.
- Engagement de paiement maximal : recouvrant l'arrérage en taxes sur l'année 2020, plus les années antérieures à l'année 2020, plus les intérêts qui courent jour après jour jusqu'à la date de signature de l'entente.

Il faut comprendre ici que c'est dans l'intérêt de la personne endettée pour taxes de payer son compte de taxes dans les plus brefs délais, car le taux d'intérêt applicable sur les comptes de taxes n'est pas intéressant comparativement à d'autres possibilités de financement (emprunt personnel, emprunt hypothécaire, etc.). La municipalité recommande donc ces alternatives à la personne endettée.

Procédure de vente pour taxes

À la séance du mois de mars et advenant que les personnes endettées pour taxes n'aient pas acquitté leurs arrérages de taxes ou n'ont pas signé d'entente de reconnaissance de dette et d'engagement de paiement avant le 15 février, la municipalité fait une résolution et transfère la liste des personnes endettées pour taxes envers la municipalité à la MRC de Rivière-du-Loup pour qu'elle entame la procédure de vente pour taxes sur les immeubles visés.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DÉFINITIVES

ART. 18. RESTRICTION AU RÈGLEMENT

Le présent règlement ne restreint pas l'imposition ou le prélèvement de toutes taxes ou compensations de toutes autres taxes ou compensations décrétées par tout autre règlement municipal.

ART. 19. MODIFICATION, ABROGATION ET AMENDEMENT

Le présent règlement abroge et remplace le règlement numéroté 2018-12-390 et intitulé « Règlement de taxation 2019 ».

ART. 20. MISE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est mis en vigueur conformément à la Loi.

Vincent More
Maire

Line Petitclerc
Directrice générale / secrétaire-trésorière